

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 24/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPETERIES DE DIJON

3 rue de Romelet - ZI
BP 35
21601 Longvic Cedex
21600 Longvic

Références : 2025-090
Code AIOT : 0005401587

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2024 dans l'établissement PAPETERIES DE DIJON implanté 3, Rue Romelet - ZI CS 90035 21601 Longvic Cedex 21600 Longvic. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée en particulier dans le cadre des modifications induites par la mise en place d'un nouveau process de gravure sans solvant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES DE DIJON

- 3, Rue Romelet - ZI CS 90035 21601 Longvic Cedex 21600 Longvic
- Code AIOT : 0005401587
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Papeterie de Dijon, implantée rue Romelet à Longvic est autorisée depuis le 23/04/1991, pour des activités de production d'emballages en standard pak comprenant notamment de la transformation de papier carton et de l'imprimerie. Le site a fait l'objet d'un arrêté préfectoral recodificatif le 9 mai 2012. Depuis le site a subi plusieurs évolutions notamment en 2021 avec la mise en place d'un nouveau procédé de fabrication des clichés. D'après le classement ICPE présenté par l'exploitant dans le cadre de la préparation à la présente inspection, le site est classé à Autorisation au titre de la rubrique 2450.A.a pour une quantité de 1400 kg/j.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Porter-à-connaissance (PAC) 2021.1 - « modifier son procédé de création de clichés en supprimant l'utilisation de solvant mis en œuvre lors de l'opération de gravure »

- La suppression du solvant mis en œuvre dans ce procédé de fabrication soit une réduction de 16t/an ;
- La suppression du distillateur nécessaire à la régénération du solvant chargé de polymère ;
- La suppression des fours de séchage ;
- L'installation de machines permettant la mise en œuvre du procédé thermique et du papier composé de polyester à usage unique ("blotter"). Le papier buvard usagé "blotter" sera considéré comme un nouveau déchet.
- La création de conduits de captage nommés par l'exploitant : conduit n°16 (lava1) / 17 (lava2) / 18 (lava3). Ces conduits permettront de canaliser les émissions de ce nouveau procédé (Chauffe électrique). Ces nouveaux conduits seront raccordés sur l'Oxydateur Thermique Régénératif (RTO).

Depuis ce PAC, le RTO a été supprimé

Le nouveau process « Prepress » a été mis en service en octobre 2022 selon les éléments présentés dans le PAC (porté à connaissance) du 29/09/2021, décrivant la mise en service de 3 machines dites « LAVA » en lieu et place des lignes de gravures au solvant. Cette modification a entraîné notamment :

- la suppression totale de l'utilisation de solvant organique classé à la rubrique 1978.3, à hauteur de 16 T/an, dans le process de gravure ;
- la suppression des fours de séchage ;
- la suppression du distillateur de régénération du solvant ;
- la suppression des émissions de COVt liées à l'utilisation, au séchage et à la distillation de solvant dans le process de gravure.

La visite d'inspection a permis de constater que le nouveau process était en fonctionnement. Les équipements sont placés sur rétention (recueil des condensats potentiels).

Les éléments vus n'appellent pas de remarque particulière de l'inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nouveau process de création de gravure sans solvant	Autre du 29/09/2021, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Cessation d'activité partielle	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R. 512-66-1	Demande d'action corrective	2 mois
6	Cuve GPL	Arrêté Ministériel du 21/09/2017, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Electrification parc chariots	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Gestion des émissions de COV	Arrêté Préfectoral du 09/05/2012, article 3.2.5	Sans objet
4	Installations de combustion	Arrêté Préfectoral du 09/05/2012, article Article 3.2.2	Sans objet
5	Entrepôt	Autre du 10/03/2023, article 1	Sans objet
8	TAR	Arrêté Préfectoral du 17/04/2020, article 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points vus en inspection montrent que l'exploitation du site est correctement menée. L'entreprise engage de nombreuses transformations au niveau de ses process afin de limiter son impact environnemental et accroître sa résilience, transformations qui sont portées à la connaissance de l'inspection des installations notamment par le biais des 7 dossiers déposées entre 2021 et 2024.

Ces modifications nécessitent néanmoins de présenter des justificatifs complémentaires aux dossiers qui ont déjà été fournis, notamment au niveau des rejets à l'air et des points de charge de batteries, ainsi que la prise en compte des nouvelles législations, notamment dans le cadre de la cessation partielle d'activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nouveau process de création de gravure sans solvant

Référence réglementaire : Autre du 29/09/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Gestion des nouveaux déchets « Blotter » (non prévus par l'AP de 2012), extrait AM : 7.1. Récupération - Recyclage - Élimination Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur. 7.2. Contrôles des circuits L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration d'élimination de déchets et de bordereau de suivi dans les conditions fixées par la réglementation. 7.3. Stockage des déchets Les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs, etc.). La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou en cas de traitement externe un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination. 7.4. Déchets banals Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants sont récupérés, valorisés ou éliminés dans des installations autorisées. Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes. (Décret n° 94-609 du 13 juillet 1994.) • Contrôler la gestion des nouveaux déchets
Constats : Le nouveau process « Prepress », mis en service en octobre 2022, utilise des rouleaux de buvards (« blotter ») pour essuyer le polymère en trop. Cela crée un nouveau déchet dit « blotter usagé ».

<p>L'entreprise a transmis le 31/10/2024 son bilan total des déchets intégrant le nouveau déchet « blotter usagé » à hauteur d'une production de 50 T/an, ainsi que les caisses de transport des rouleaux de « blotter », dites « caisses Mc Dermid » à hauteur de 25 T/an.</p> <p>Ces déchets sont gérés par EDIB et traités en incinération : code déchet 150203, traitement R1 à Solamat à Fos-sur-Mer.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Justifier du respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets énoncé à l'article L. 541-1 du code de l'environnement pour le ««blotter usagé» et les «caisses Mc Dermid» , à savoir :</p> <p>a) La préparation en vue de la réutilisation ;</p> <p>b) Le recyclage ;</p> <p>c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;</p> <p>d) L'élimination</p> <p>dans un délai de 2 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Cessation d'activité partielle

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R. 512-66-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Cessaton d'activité partielle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.</p> <p>II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III. - Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Si l'installation relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article R. 512-66-3, l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est jointe à cette information. Cette attestation est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des site et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet,</p>

pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV. - L'exploitant procède à la réhabilitation des terrains des installations concernées de manière à ce qu'il permette un usage futur du site appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue au I de l'article D. 556-1 A que la dernière période d'exploitation des installations. Lorsque la réhabilitation est achevée, l'exploitant en informe par écrit le préfet, le ou les propriétaires des terrains concernés ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

Le silence gardé par le préfet pendant deux mois à compter de la réception de cette information vaut acceptation des conditions de la cessation d'activité, qui est alors réputée achevée au terme de ce délai.

Constats :

Le nouveau process « Prepress » a conduit à :

- l'arrêt de la rubrique 1978.3.a D, dont le seuil était de 15 t/ an (utilisation actuelle de 9 T/an pour le process TWINLOCK de collage des impressions sur des rouleaux dit « sleeves ») ;
- la suppression de la rubrique 4130.2 D.

Ces modifications correspondent dès lors à une cessation partielle d'activité postérieure au 1er juin 2022. Les rubriques mises à l'arrêt définitif sont visées à l'article R. 512-66-3. Ainsi une ATTES SECUR certifiant que les mesures visées à l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement ont été prises doit être établie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre l'ATTES-SECUR exigée dans le cadre de la cessation d'activité partielle des rubriques 1978.3.a et 4130.2 sous un délai de 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Gestion des émissions de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2012, article 3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Émissions dans l'air

Prescription contrôlée :

Article 3,2,5 - Valeurs limites des flux de polluants rejetés :

Le flux annuel maximum de COV est limité à 9 tonnes par an.

L'ensemble des rejets visés ci-dessus respecte simultanément les valeurs ci-après:

- COV totaux : 1kg/h (total), 110mg/Nm3 (max par émissaire)
- COV annexe II de l'AM du 02.02.1998 : 0,2kg/h (total), 20mg/Nm3 (max par émissaire)

Pour les deux lignes d'impression, les concentrations en COV non méthanique seront limitées à 75mg/m³.

Constats :

Le RTO a été arrêté et déconnecté selon les éléments présentés dans le PAC du 25/07/2023. Cet arrêt a nécessité le changement de la pompe d'extraction liée à la machine TWINLOCK afin de respecter les valeurs minimales de vitesse d'éjection.

La visite d'inspection a permis de voir l'équipement TWINLOCK, la nouvelle pompe d'extraction suite à l'arrêt du RTO, ainsi que les émissaires. Les éléments vus n'appellent pas de remarque particulière de l'inspection.

Les émissaires précédemment connecté au RTO (n°5, 6 et 7) ont été modifiés (n°7.1, n°7.2, 16 et 19) et rejettent désormais directement au milieu.

Les rejets de COV du process impression ont été quasiment supprimés par la mise en œuvre du nouveau process «Prepress» (incluant les 3 machines dites «LAVA»). La campagne de surveillance de janvier 2024 indique pour l'émissaire n°16 (non existant dans l'AP du 09/05/2012) : vitesse d'éjection de 5,8m/s; concentration COVt de 0mg/ Nm³.

Les rejets en COV encore présents sont produits par les process :

- Émissaires n°7.1 et 7.2 - photofinition 1 et 2 : Campagne de surveillance de janvier 2024 : vitesses d'éjection respectives de 5.3 et 5,5 m/s ; concentration COVt de 0,33 et 0,69 mg/ Nm³.
- Émissaire n°19 (non existant dans l'AP du 09/05/2012) - TWINLOCK (pulvérisation d'un produit à base solvantée afin de rendre adhérent les rouleaux « sleeves ») : Ce poste ne fonctionne pas en continu – Campagne de surveillance de janvier 2024 : vitesse de 6.6 m/s ; concentration COVt de 93 mg/ Nm³.

Les bilans de mesures 2023 et 2024 ont été transmis par l'exploitant dans son mail du 31/10/2024. Les valeurs de rejets directs en COVt correspondent aux limites fixées dans l'arrêté préfectoral du 09/05/2012 et l'article 27 de l'AM du 02.02.1998, imposant une VLE de 110 mg/Nm³ en COV totaux.

Il est noté que des émanations sont constatées lors de la chauffe du polymère dans les laminoirs. Ces émissions ne sont pas intégrées dans le plan de gestion des solvants. Les rejets de COHV liés à la chauffe du polyéthylène seraient négligeables selon les analyses réalisées par l'exploitant en 2020 et janvier 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2012, article Article 3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Émissions dans l'air

Prescription contrôlée :

L'article 3.2.2 de l'arrêté d'autorisation du 09/05/2012 liste 4 chaudières gaz sur site :

1	Générateur N° 1	1120 kW	Gaz
2	Générateur N° 2	1160 kW	Gaz
3	Générateur N° 3	1005 kW	Gaz
4	Générateur N° 4	575 kW	Gaz

Le PAC du 13 décembre 2023 indique que le générateur N°4 a été arrêté et déconnecté du réseau.

Constats :

Il existe 2 chaufferies sur le site :

- la chaufferie 1 dispose de 2 appareils (nommés "générateurs" dans l'AP de 2012) de 1120 kW et 1160 kW. Elle est dédiée au hall de production. Elle a fait l'objet d'un changement de carburation (du gaz au GPL) le 1er mars 2023 (avec changement gicleur) (retour au gaz réseau possible d'ici fin 2025-2026). Les deux conduits d'évacuation sont séparés (référéncés conduits n°1 et n°2 dans l'AP de 2012), bien que les appareils soient juxtaposés ;
- la chaufferie 2 chauffe le hall 88 et le ball-press à 11 °C en hiver pour éviter les phénomènes de condensation. Elle présentait des appareils de puissance 575 kW et 1 005 kW et était surdimensionnée par rapport aux besoins. En conséquence, l'appareil de 1 005 kW a été déconnecté. (Le remplacement de l'appareil de 575 kW par un équipement électrique est envisagé pour 2025-2026). L'appareil de 575 kW est relié au conduit référence n°4 dans l'AP de 2012.

Compte-tenu de l'éloignement des deux locaux de chaufferie qui empêche tout raccordement, il est considéré deux installations de combustion distinctes : la chaufferie 1 et la chaufferie 2. Cette dernière totalisant une puissance < 1MW elle n'est pas classée au titre de la nomenclature ICPE, seule la chaufferie 1 est classée 2910- A DC au vu des combustibles utilisés.

Par ailleurs, les installations de combustion du site étaient déjà visées dans l'APA du 23 avril 1991. En conséquence, le principe de l'antériorité s'applique concernant les dispositions de l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Par ailleurs, une pompe à chaleur, classée au titre des ICPE en rubrique 1185.2.a, alimente la partie administrative. Elle n'a pas été inspectée lors de cette visite.

La visite d'inspection a permis de voir les 2 chaufferies ainsi que les émissaires.
Les éléments vus n'appellent pas de remarque particulière de l'inspection.

Les éléments vus n'appellent pas de remarque particulière de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entrepôt

Référence réglementaire : Autre du 10/03/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un PAC (porté à connaissance) du 10 mars 2023 demande le reclassement de l'entrepôt « hall 89/91 » de la rubrique 1532 à la rubrique 1510, avec bénéfice du droit d'antériorité.</p> <p>Dans le cadre de la réglementation « post-Lubrizol », l'établissement a mené une étude afin d'évaluer sa situation au regard de la rubrique 1510 et de ses nouvelles modalités de classement.</p> <p>En regard du guide entrepôt V2 publié fin septembre 2021 et ses annexes (une nouvelle version du guide vient d'être publiée en février 2023), chaque bâtiment a été ré-évalué, pour aboutir sur des conclusions consolidées toute fin 2022.</p> <p>Concernant le hall 89/91, bâtiment construit en 1989 et 1991, il est régulièrement exploité et connu des services des installations classées.</p> <p>Le hall 89/91 fait aujourd'hui partie d'un groupe d'IPD, le groupe n°2. Sous la rubrique 1530 dans le DDAE de 2015, l'exploitant sollicite aujourd'hui que le hall 89/91 soit considéré comme installation nouvellement soumise au titre de la rubrique 1510 pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un tonnage de matière combustible < 500 tonnes ; - Un volume de bâtiment de 39 906 m³, inférieur à 50 000 m³ <p>L'analyse 1510 des bâtiments au sein du groupe d'IPD n° 2 est :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hall 88 : antérieur à 2003 (mentionné dans l'Arrêté Préfectoral de 1991) → Analyse selon Arrêté 1510 du 24/09/2021 Annexes V.1 et VIII - Ball Press : antérieur à 2003 (mentionné dans l'Arrêté Préfectoral de 1991) → Analyse selon Arrêté 1510 du 24/09/2021 Annexes V.1 et VIII - Hall 89/91 : bâtiment antérieur à 2003 (mentionné dans les Arrêtés Préfectoraux de 1991, 2006 et 2012 pour une activité de production, puis dans le DDAE de 2015 pour une activité de stockage sous la rubrique 1530 (NC)) <p>Le hall 89/91 est utilisé principalement pour le stockage de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bobines d'aluminium sur racks métalliques - Moteurs et pièces détachées mécaniques pour les machines de production, certaines en coffrets bois, mais également en boîtes métalliques - Archives de documents papier administratifs, sur étagères - Huiles moteurs en fûts de 200 litres principalement - Consommables (buvards, plaques polymères) pour l'atelier dit « prepress » - Produits finis (en retour client) ponctuellement - Palettes de sacs de granulés de polyéthylène <p>Constats :</p>

Le volume total de stockage classé en 1510 sur le site serait de 167 595 m³, dont 39 906 m³ pour le hall 89/91.

La visite d'inspection a permis de voir l'entrepôt et d'identifier les produits dont les stocks constatés correspondent aux éléments présentés dans le PAC du 10 mars 2023, notamment :

- aucune matière dangereuse classée 4000 n'est stockée dans le hall ;
- les archives papier sont stockées dans une pièce dédiée en mezzanine ;
- des bouteilles d'azote sont en stock, dans les limites de ce qui est déclaré dans le PAC (1,1T) ;
- des huiles moteurs en contenants fermés sont stockées dans un local dédié ;
- les sacs de granulés de polyéthylène sont des encours de transit qui ne sont pas déballés sur place.

L'ensemble de l'entrepôt est entretenu et propre, les zones de stockages sont clairement délimitées et correspondent aux plans fournis dans le PAC.

Les éléments vus n'appellent pas de remarque particulière de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Cuve GPL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/09/2017, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage combustible

Prescription contrôlée :

Arrêté du 23/08/05 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718, annexe I, paragraphe 2.1.2 réservoirs :

a) Une installation de stockage en réservoirs aériens de capacité déclarée au plus égale à 15 tonnes est implantée de telle façon qu'il existe une distance d'au moins 5 mètres entre les orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes des réservoirs et les limites du site. Si la capacité déclarée du stockage dépasse 15 tonnes, cette distance est portée à 7,5 mètres.

Objet du contrôle :

- respect des distances d'implantation à l'intérieur des limites du site (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

b) Les distances minimales suivantes, mesurées horizontalement à partir des orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes et des orifices de remplissage des réservoirs aériens, sont également observées à la date de déclaration en préfecture, selon la capacité déclarée de chaque réservoir:
CAPACITÉ DÉCLARÉE (C) EN TONNES DE CHAQUE RÉSERVOIR $15 < C \leq 35$

Limite la plus proche des voies de communication routières à grande circulation, des routes nationales non classées en route à grande circulation et des chemins départementaux, des voies urbaines situées à l'intérieur des agglomérations, des voies ferrées autres que celles de desserte de l'établissement et des voies navigables 10

ERP 1re à 4e catégorie suivants : établissements hospitaliers ou de soins, établissements scolaires ou universitaires, crèches, colonies de vacances, établissements de culte, les musées et les immeubles de grande hauteur 25

Autres ERP de 1re à 4e catégorie et ERP de 5e catégorie 20

Ouvertures des locaux administratifs ou techniques de l'installation 7,5

Appareils de distribution d'hydrocarbures liquides 7,5 Appareils de distribution d'hydrocarbures liquéfiés 9 Aires d'entreposage de matières inflammables, combustibles ou comburantes 10 Bouches de remplissage et événements d'un réservoir aérien ou enterré d'hydrocarbures liquides 10 Parois d'un réservoir aérien d'hydrocarbures liquides 10 Parois d'un réservoir enterré d'hydrocarbures liquides 3
<p>Constats :</p> <p>Une cuve GPL de capacité 32T à été installée en bordure conformément aux éléments du PAC du 21/12/2022. La cuve GPL a été intégrée dans le Plan d'Opérations Internes. Un protocole livreur a été établi (livraison 2 fois par mois).</p> <p>La visite d'inspection a permis de voir la cuve GPL et la clôture.</p> <p>L'implantation de la cuve en elle même n'appelle pas de remarque particulière de l'inspection, néanmoins l'implantation de la clôture manifestant la limite de site se trouve à une distance inférieure au 7,50 m exigée par l'arrêté du 21 septembre 2017, article 1er. Cette non-conformité est signalée à l'exploitant lors de la visite, en lui proposant de mettre en œuvre les travaux nécessaires afin de remédier à cette situation (déplacement ou doublage de la clôture).</p> <p>L'exploitant indique dans son mail du 17 janvier 2025 avoir mis en œuvre un plan d'action visant à remédier à ce point de non-conformité en venant apposer une double clôture au droit de l'emplacement de la cuve, afin de respecter les distances minimales de sécurité vis-à-vis des limites de site. Les travaux de mise en œuvre sont prévus par l'exploitant en février 2025, un devis daté du 13 janvier 2025 accompagne le mail de l'exploitant.</p> <p>Le réseau de gaz de l'entreprise et le raccordement de la cuve autorise l'exploitant à pouvoir changer de source de gaz (GPL ou réseau) selon un protocole interne empêchant toute contamination du réseau urbain.</p> <p>L'exploitant a indiqué que dans ce protocole il procède à la purge du réseau (sous surveillance), au changement des gicleurs des chaudières puis au redémarrage des outils de production, sous surveillance également. Ces opérations nécessitent une à deux journées.</p> <p>Il est demandé lors de la visite à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - préciser les effets cumulés entre la cuve et les activités proches ; - transmettre le mode opératoire permettant la bascule d'un gaz à l'autre ; <p>Ces éléments sont transmis par l'exploitant dans son mail du 31/10/2024, et n'appellent pas de remarque particulière de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre les justificatifs nécessaires vis-à-vis de la réalisation des travaux sur la clôture matérialisant la limite de site au droit de la cuve de GPL, afin de respecter les dispositions réglementaires de l'arrêté du 21 septembre 2017, notamment son article 1er exigeant une distance de 7,50 m minimale entre la cuve et les limites du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Electrification parc chariots

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Accumulateurs électriques
Prescription contrôlée : Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925, accumulateurs (ateliers de charge de), la puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW sont soumises aux dispositions de l'annexe I. Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice des autres législations.
Constats : Dans un PAC de 2024 l'exploitant indique : «TETRAPAK souhaite renouveler une partie de son parc de chariots élévateurs fonctionnant au propane par des chariots électriques. Pour ce faire l'exploitant installera sur son site douze chargeurs permettant la recharge de chariots équipés de batteries au lithium. L'installation s'effectuera en deux temps avec une première installation de neuf chargeurs en 2024 puis une seconde installation de trois chargeurs en 2026. Le locotracteur fonctionnant également au propane sera remplacé en 2025 par un locotracteur électrique muni de batterie au plomb avec chargeur embarqué. la recharge de cet équipement sera réalisée sur un point fixe. Ces derniers seront répartis sur le site en fonction des besoins des services (voir annexe n°2). Chaque chargeur lithium sera éloigné de tout combustible par une distance de sécurité de 2m.» La visite d'inspection a permis de constater la présence de chargeurs pour des "Batteries de traction ouvertes, dites non étanches" au sens de l'arrêté du 29/05/00 relatif à la rubrique 2925 au niveau du hall de production principal et du hall d'expédition. La puissance totale installée sur site, 95 kW au jour de l'inspection, pour ce type de chargeur classé en rubrique 2925.1 le place en D. Le PAC du 26/07/2024 présente le projet visant à porter cette puissance à 108 kW. L'exploitant présente dans son envoi du 31/10/2024 le listing et le plan des points de charge classés en rubrique 2925.1 et 2925.2 installés et en projet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Justifier du respect de l'arrêté du 29/05/00 pour les points de charges installés et en projet relevant de la rubrique n°2925-1, notamment les points ci-dessous. En cas de non-conformité de l'installation avec l'arrêté du 29/05/00, l'exploitant devra présenter un plan d'action visant à remédier à ces manquements. 2.4. Comportement au feu des bâtiments 2.4.1. Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : - murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures, - couverture incombustible, - portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique, - porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure,

- pour les autres matériaux : classe M0 (incombustibles) .

2.4.2. Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation

2.6. Ventilation

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines. Le débit d'extraction est donné par les formules ci-après suivant les différents cas évoqués à l'article 1.0 :

*Pour les batteries dites ouvertes et les ateliers de charge de batteries : $Q = 0,05 n I$

où

Q = débit minimal de ventilation, en m³/h

n = nombre total d'éléments de batteries en charge simultanément

I = courant d'électrolyse, en A

2.9. Rétention des aires et locaux de travail

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir ou traiter, conformément au point 5.7 et au titre 7, les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, en cas d'impossibilité traités conformément au point 5.7 et au titre 7.

4.3. Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité et avec l'aide éventuelle d'organismes spécialisés, les parties de l'installation présentant un risque spécifique pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation électrique.

Les parties d'installation présentant un risque spécifique tel qu'identifié ci-dessus, sont équipées de détecteurs d'hydrogène.

4.9. Seuil de concentration limite en hydrogène

Pour les parties de l'installation équipées de détecteur d'hydrogène, le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local sera pris à 25% de la L.I.E. (limite inférieure d'explosivité), soit 1% d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.

Pour les parties de l'installation identifiées au point 4.3 non équipées de détecteur d'hydrogène, l'interruption des systèmes d'extraction d'air (hors interruption prévue en fonctionnement normal de l'installation) devra interrompre automatiquement, également, l'opération de charge et déclencher une alarme.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : TAR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2020, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le tableau figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2012 susvisé est remplacé par le suivant :</p> <p>[...]</p> <p>2921.a Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) :</p> <p>a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW volume de l'activité de 4 774 kW régime de l'enregistrement</p>
<p>Constats :</p> <p>Les TAR ont été conservées avec une puissance de 4774 kW (4 tours) avec 2 tours d'eau glacée et 2 tours compactes.</p> <p>L'exploitant évoque un projet visant à remplacer 2 groupes d'eau glacée par des installations avec récupération de chaleur et le remplacement du gaz de refroidissement à l'horizon 2026.</p> <p>La visite d'inspection a permis de voir les TAR. Les éléments vus n'appellent pas de remarque particulière de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite